



**Déclaration, Vendredi 18 mai 2012**

## **Le défi pour la direction de l'OTAN au sommet de Chicago**

### **1. Contexte**

Le concept stratégique adopté par les membres de l'OTAN à Lisbonne en 2010 a laissé beaucoup de questions sans réponse en ce qui concerne la politique nucléaire de l'OTAN et sa posture. Une révision de la posture en matière de défense et de dissuasion (RPDD) fut alors initiée pour y remédier. Les résultats de cette révision seront présentés au sommet de l'OTAN qui aura lieu à Chicago le 20 et le 21 mai. Il semble que les premiers enseignements de cette révision soient plutôt mitigés. Et il faut s'attendre à un rapport qui n'apporte que très peu concernant la mise en place d'une nouvelle stratégie permettant de changer le statu quo.

En même temps, la modernisation des armes nucléaires prévue en Europe conduira par sa nature même à une plus grande capacité nucléaire de l'OTAN sur le continent, alors que la tendance devrait plutôt être la réduction de son besoin.

Selon nous, la RPDD représente une opportunité unique pour réaliser une évaluation globale, cohérente et équilibrée, des différentes capacités exigées par l'Alliance dans les années à venir, qu'elles soient nucléaires, conventionnelles et/ou de défense antimissile.-Elle offre une occasion de repenser les liens qui existent entre ces capacités et de préciser la contribution que le contrôle des armements ainsi que le désarmement peuvent avoir concernant la réduction des risques nucléaires en Europe, tout en améliorant la sécurité de l'environnement dans l'ensemble du continent.

Par ailleurs, la RPDD a été menée avec comme toile de fond des réductions importantes des dépenses en matière de défense dans toute l'Alliance, dans une période de relations troublées avec la Russie et dans le cadre des leçons à tirer suite aux opérations en Libye. Pour qu'elle ait de la valeur, il est important que cette révision prenne en compte ces évolutions et définisse une stratégie pour la réduction des risques nucléaires en Europe. Ceci, tout en renforçant les capacités globales de défense de l'OTAN contre les menaces du 21 siècle. Si cette initiative échoue dans ces objectifs, la portée de ce sommet sera très limitée et sans aucune conséquence historique.

## 2. La politique nucléaire de l'OTAN et Chicago: résultats souhaitables

Dans ce contexte, nous croyons que, lors du sommet de Chicago, les dirigeants de l'OTAN doivent:

- Renouveler leur engagement sur ce qu'ils ont signé à Lisbonne, à savoir l'objectif de créer les conditions pour un monde sans armes nucléaires, y compris par le biais de réductions supplémentaires, et utiliser le sommet comme un moyen de construire et promouvoir cette idée.
- Agir pour changer la politique déclaratoire de l'OTAN qui doit affirmer que le rôle fondamental des armes nucléaires est de dissuader toute attaque nucléaire : en l'harmonisant avec les politiques déclaratoires des États qui assurent les capacités nucléaires principalement à l'OTAN;
- Annoncer une réduction immédiate de 50 % du nombre total des armes nucléaires non stratégiques des États-Unis situées en Europe, à travers une réduction du 50 pour cent du nombre des armes existantes dans chacun des pays d'hébergement actuellement. Cette étape représenterait une contribution concrète à la réduction du risque nucléaire, tout en maintenant l'effet symbolique que représente la présence nucléaire américaine en Europe ou le principe du partage de la charge nucléaire et du risque entre les membres de l'Alliance.
- Exprimer un désir de voir une réduction supplémentaire et la regroupement *des* armes nucléaires non stratégiques en Europe, conduisant à leur éventuelle élimination ou regroupement vers les États-Unis dans un délai de 5 ans. Ceci devrait être fait par le biais d'un processus de mesures réciproques adoptées par l'OTAN et la Russie, dans les délais liés à l'évolution des relations politiques et de sécurité entre l'OTAN et la Russie, y compris les développements dans la posture tactique nucléaire de la Russie.
- Accorder de façon plus générale une plus grande importance à la contribution au contrôle des armes et au désarmement dans la politique de sécurité de l'OTAN ; en rendant permanent le nouveau Comité de contrôle des armes de destruction massive et de désarmement de l'OTAN, et en l'utilisant pour des consultations internes sur le contrôle des armes et les questions de désarmement au sein de l'Alliance afin de renforcer la sécurité globale de l'Alliance.
- S'engager dans un processus de révision continu après le sommet de Chicago, et à adopter des nouvelles mesures – si la situation le permet - afin d'assurer la défense de l'OTAN, pour que la posture de dissuasion reste forte, flexible et pertinente contre les possibles menaces et les capacités susceptibles d'apparaître dans l'avenir. Dans le cadre du processus de révision continu, l'OTAN devrait chercher à adapter les dispositions existantes concernant le partage nucléaire et les consultations au sein de l'Alliance, et avancer vers l'adoption d'un ensemble de mesures fortes et diverses destinées aux garanties prévues par l'article V, accordées aux États membres situés à la périphérie de l'OTAN.

### 3. Établir une politique nucléaire dans un contexte plus ample

Conformément à la nécessité de définir une politique nucléaire dans un contexte de mise en place de capacités plus amples en matière de défense conventionnelle et de défense antimissile balistique et pour s'assurer que l'Alliance répond aux évolutions économiques changeantes et stratégiques, les leaders de l'OTAN doivent également utiliser le sommet de Chicago pour:

- Assurer une utilisation plus efficace et rentable des ressources par le biais du renforcement des solutions de défense collectives conventionnelles. Cela signifie la mise en œuvre de projets de défense commune, d'une coopération régionale réelle, et la mise en commun et le partage des différentes ressources et biens. Cela est essentiel pour assurer une contribution plus efficace de l'Europe et une meilleure mise à disposition de forces conventionnelles adéquates et crédibles, qui représentent le cœur de la stratégie de dissuasion collective et de défense de l'OTAN. Cela est aussi essentiel pour assurer sa capacité à remplir l'engagement de l'Article 5 et à protéger les intérêts des membres de l'OTAN situés à une distance stratégique. Les réductions des dépenses de la défense affecteront d'une manière inévitable les contributions prévues des membres. Sans une action collective et efficace, l'impact sur la crédibilité de l'OTAN sera important et diminuera sa capacité d'action et son ambition.

En outre, l'OTAN doit également :

- Définir le rôle approprié et la priorité relative de la mise en œuvre de ses capacités de défense territoriale antimissiles. La défense antimissile bénéficie d'un large soutien comme un ajout important à l'approche de dissuasion et de défense collective de l'OTAN ; ainsi que pour son rôle dans le renforcement du lien transatlantique et le renforcement de la cohésion de l'OTAN. Toutefois, la mise en œuvre de la capacité de défense antimissile de l'OTAN absorbera des ressources limitées de défense et les dirigeants doivent apporter une plus grande clarté sur le total des dépenses de la défense antimissiles des pays européens et sur l'importance relative de ces dépenses, compte tenu des demandes concurrentes des ressources limitées.

Enfin, tous les aspects de la RPDD interne de l'OTAN auront un impact sur les relations avec la Russie.

L'OTAN doit donc utiliser le sommet de Chicago pour:

- Indiquer, en toute bonne foi, son désir d'explorer toutes les possibilités de coopération avec la Russie sur toutes les questions de sécurité euro atlantiques, y compris la défense antimissile balistique ; ceci inclut la prise de mesures nécessaires pour augmenter le temps d'alerte et de décision des dirigeants politiques et militaires, afin qu'aucune nation ne craigne une attaque conventionnelle à court préavis, ou ne ressente la nécessité de décourager ou de se défendre contre une telle attaque avec des armes nucléaires non stratégiques. Deux décennies après la fin de la guerre froide, ce point reste crucial pour la sécurité européenne dans son ensemble.

Les aspirations de l'OTAN à progresser dans plusieurs domaines sont handicapées par les différences qui existent avec la Russie en matière de la défense antimissile. Cette impasse ne sert les intérêts ni de l'OTAN ni de la Russie. Une telle situation ne pourra changer sans leadership fort et sans dialogue continu. Le sommet de Chicago doit être utilisé pour aider à sortir de cette impasse.

**Signé par :**

1. **Malcolm Rifkind** Député, ancien Secrétaire de la Défense et Secrétaire des Affaires Étrangères du Royaume Uni.
2. **Javier Solana**, ancien Secrétaire Général de l'OTAN, ancien Haut Représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) de l'Union européenne, ancien Ministre espagnol des Affaires étrangères
3. **Margaret Beckett** Députée, ancienne Secrétaire des Affaires Étrangères du Royaume Uni
4. **Michel Rocard**, ancien Premier Ministre de la France
5. **Volker Rühle**, ancien Ministre de la Défense de l'Allemagne
6. **Ana Palacio**, ancienne Ministre des Affaires Étrangères de l'Espagne et ancienne Vice Présidente de la Banque Mondiale
7. **Massimo D'Alema**, ancien Premier Ministre et ancien Ministre des Affaires Étrangères de l'Italie
8. **Gro Harlem Brundtland**, ancienne Premier Ministre norvégienne, ancienne Directrice-Général de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS)
9. **Des Browne**, ancien Secrétaire de la Défense du Royaume Uni
10. **Paul Quilès**, ancien Ministre de la Défense de la France, ancien Président de la Commission de la défense à l'Assemblée nationale
11. **Arturo Parisi**, ancien Ministre de la Défense de l'Italie
12. **Wolfgang Ischinger**, Président de la Conférence de Sécurité de Munich et Ministre adjoint des Affaires Étrangères de l'Allemagne
13. **Hikmet Çetin**, ancien Ministre des Affaires Étrangères de la Turquie
14. **Søren Gade**, ancien Ministre de la Défense du Danemark
15. **Giorgio La Malfa**, ancien Ministre des Affaires Étrangères de l'Italie
16. **Louis Michel**, ancien Premier Ministre adjoint, ancien Ministre des Affaires Étrangères de la Belgique
17. **David Owen**, ancien Secrétaire des Affaires Étrangères du Royaume Uni
18. **Niels Helveg Petersen**, ancien Ministre des Affaires Étrangères du Danemark

19. **Jan Kavan**, ancien Ministre des Affaires Étrangères, ancien Premier Ministre adjoint de la République Chèque
20. **Hans van den Broek**, ancien Ministre des Affaires Étrangères du Pays Bas et ancien Commissaire européen des relations étrangères
21. **Geoffrey Howe**, former Chancelier de l'Échiquier et ancien Secrétaire des Affaires Étrangères du Royaume Uni
22. **John Reid**, ancien Secrétaire de la Défense du Royaume Uni
23. **Douglas Hurd**, ancien Secrétaire des Affaires Étrangères du Royaume Uni
24. **Michael Boyce**, Amiral, ancien chef d'état major de la Défense du Royaume Uni
25. **Charles Guthrie**, Général, ancien chef d'État major de la Défense du Royaume Uni
26. **Klaus Naumann**, Général (ret), ancien Président du Comité Militaire de l'OTAN et ancien chef d'état major de la Défense de l'Allemagne
27. **Bernard Norlain**, Général (ret), ancien Commandant de la Force aérienne tactique et Conseiller Militaire du Premier Ministre de la France
28. **Tom King**, ancien Ministre de la Défense du Royaume Uni
29. **Ulrich Weisser**, Amiral adjoint (ret), ancien Directeur de la Planification et de la Politique et Directeur Général du groupe consultatif en matière de politique du Ministre de la Défense de l'Allemagne
30. **Carlo Trezza**, ancien Envoyé spécial pour le Ministre des Affaires Étrangères de l'Italie pour le désarmement, le contrôle des armes et la non-prolifération
31. **Uta Zapf** MdB, Membre du Comité parlementaire des Affaires Étrangères et Présidente du Sous-Comité de désarmement, du contrôle des armes et de la non-prolifération
32. **James Arbuthnot**, Député, Président du Comité restreint de la Défense du Royaume Uni
33. **Menzies Campbell**, Député, ancien chef du parti des Libéral Démocrates
34. **Shirley Williams**, ancienne chef du parti des Libéral Démocrates dans la Chambre des Lords
35. **Margherita Boniver**, Députée, ancienne Ministre adjoint des Affaires Étrangères de l'Italie
36. **John Stanley**, Député, ancien Ministre des Forces Armées du Royaume Uni
37. **David Hannay**, ancien ambassadeur britannique à la Communauté Européenne et aux Nations Unies
38. **Giancarlo Aragona**, ancien Ambassadeur italien en Russie et Royaume Uni et ancien Secrétaire Général de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE)
39. **John Kerr**, ancien Ambassadeur britannique aux États Unis et ancien Directeur du Service Diplomatique du Royaume Uni

40. **Federica Mogherini**, Députée, membre de la Chambre italienne des Députés, Secrétaire du Comité parlementaire de Défense de l'Italie
41. **Elizabeth Symons**, ancienne Ministre britannique pour le Moyen-Orient, Ministre délégué aux marchés publics de la défense du Royaume Uni
42. **Michael Ancram**, membre du Comité parlementaire de renseignement et sécurité du Royaume Uni
43. **David Ramsbotham**, ancien adjudant général de sa Majesté la Reine, Royaume Uni
44. **Francesco Calogero**, ancien Secrétaire Général des Conférences "*Pugwash on Science and World Affairs*"
45. **Carlo Schaerf**, Président du Comité National pour les Sciences Physiques du Ministère de l'Éducation Publique et du Comité National pour la recherche nucléaire de l'Institut National de physique nucléaire, Italie

-----

### **European Leadership Network (ELN)**

Pour plus d'informations : [www.europeanleadershipnetwork.org](http://www.europeanleadershipnetwork.org)

La déclaration est également disponible en [anglais](#), [allemand](#), [italien](#), [espagnol](#) et [russe](#).